

## **Questions relatives à la mise en place d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS)**

- ***Quelles sont les grandes lignes du PCS que vous souhaitez mettre en place ?***
- ***Quel est le budget que vous allez allouer à sa définition et son application ?***
- ***A quelle date pensez-vous pouvoir lancer les premiers exercices de crise, dans l'objectif de s'assurer que l'équipe municipale, les agents et les habitants se saisissent bien du dispositif ?***
  - ***Quelles actions d'information pour la population allez-vous mettre en place en attendant ce PCS ?***

Le plan communal de sauvegarde (PCS) de Saint-Germain-en-Laye devra être compatible avec le plan particulier d'intervention (PPI) du site de Seine Aval et permettre la protection des habitants résidant dans la zone d'effet du PPI. Il devra également prendre en compte l'ensemble des autres risques identifiés sur la commune et mentionnés dans le DICRIM.

Les implications budgétaires de la mise en place d'un PCS à Saint-Germain-en-Laye sont principalement le recrutement d'un chef de projet dans le cadre d'un contrat à durée déterminée. Sa mission consistera en l'élaboration du PCS et en la mise à jour du DICRIM existant.

Les premiers exercices de crise devront avoir lieu à l'issue de l'élaboration du plan communal de sauvegarde.

Dans l'attente de la mise en place du PCS, une information sera délivrée à la population impactée par les différents risques avec un rappel des consignes et des réflexes à avoir en cas d'évacuation ou de confinement.

>

## **Questions relatives à la sécurité du site du SIAAP :**

- ***Quelles actions pensez-vous pouvoir mener afin que l'Etat et le SIAAP améliorent la prévention de ces risques et l'organisation des moyens d'intervention des secours ?***
- ***Quelles actions pensez-vous mener pour tenter d'éradiquer les risques décrits dans le PPI ?***

La commune n'a que très peu de prises sur la prévention de ces risques et l'organisation de l'intervention des secours relevant de l'État et du SIAAP. Nous maintiendrons néanmoins une vigilance en rappelant notre exigence de protection des populations auprès des services compétents de l'État et des élus siégeant au conseil d'administration du SIAAP. Nous resterons en contact avec les associations qui assurent un contrôle citoyen sur ces questions.

## **Question relative à la gouvernance du SIAAP**

- ***Comment comptez-vous agir auprès du SIAAP et de l'Etat pour que sa gouvernance soit désormais ouverte aux conseillers départementaux du Val d'Oise et des Yvelines afin de défendre les intérêts des riverains de l'usine ?***

La commune demandera formellement à l'État que la gouvernance du SIAAP soit revue pour que nous soyons à la fois représentés en tant que territoire compris dans la zone de collecte du SIAAP (le SIARSGL et ses réseaux voisins déversent dans celui du SIAAP) et tant que territoire accueillant des installations du SIAAP.